



Quand Hubert Bonneau nous prépare le Gendarme à Kiev

Par [Karine Bechet-Golovko](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2025

[Russie politics](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

La Gendarmerie nationale française joue un étrange jeu ces derniers temps. Des annonces dramatiques enflamment le PAF, faisant monter la pression au sujet d'une fantasmagorique attaque de la France ... par la Russie, sans vraiment le dire aussi directement. L'implication directe de la Gendarmerie nationale en Ukraine, bien avant 2022, et le développement d'un mécanisme supra-national n'y seraient-ils pas pour quelque chose ? Nos gendarmes, ceux que nous connaissons et aimons, ceux qui étaient « de chez nous », nous manquent vraiment. Ils disparaissent avec la France. Et désormais Hubert Bonneau nous prépare un nouvel épisode, celui du Gendarme à Kiev.



Le directeur général de la Gendarmerie nationale le martèle, la France peut être agressée sur son territoire. On a l'impression, qu'il l'attend, qu'il l'espère presque. Et l'arrivée de Trump ouvrirait cette porte. Tout d'abord dans une [lettre interne](#), particulièrement médiatisée, il pose le cadre :

« depuis l'invasion russe en Ukraine, la possibilité d'un conflit armé et d'une agression du sanctuaire national doit être sérieusement envisagée »

et d'évoquer :

« l'hypothèse d'un engagement majeur » auquel la gendarmerie « a le devoir

de [se] préparer pour tenir [sa] place »

Sur le principe, il ne faut pas être aveugle, un conflit sur le territoire national est toujours une possibilité, l'histoire nous l'a montré plus d'une fois. Il est intéressant toutefois de s'interroger sur ce « conflit majeur ». Car si danger il y a, il est consécutif à la politique conduite par nos élites dirigeantes.

Après cette lettre interne / externe, est venu le tour des plateaux télé. Et sur [BFM](#) d'ajouter :

« Je suis militaire et il me paraît important de pouvoir donner des lignes d'opérations à mes grands subordonnés pour être prêt face aux diverses éventualités », souligne Hubert Bonneau sur BFMTV et RMC. « Ce que j'ai voulu, c'est d'abord posé un cadre, le contexte dans lequel nous sommes aujourd'hui. »

Un contexte international d'abord, « troublé » par « une guerre aux portes de l'Europe en Ukraine » depuis maintenant trois ans, et **“qui produit déjà des effets sur le territoire national”**, rappelle le directeur général de la gendarmerie nationale.

En effet, ce conflit en Ukraine produit des « *effets sur le territoire national* », ce qui n'aurait pas dû avoir lieu, si nos élites étaient nationales et défendaient l'intérêt de la France au lieu d'être globalistes et d'utiliser la France pour défendre des intérêts étrangers.

Ainsi en 2021, la Gendarmerie nationale s'est acoquinée avec la Garde nationale ukrainienne. Pour rappel, le bataillon punitif néonazi [Azov](#) est entré dans la Garde nationale ukrainienne, il en constitue la 12e brigade.



Or, la [Gendarmerie](#) nationale française non seulement collabore avec la [Garde](#) nationale ukrainienne, mais *participe à sa formation et recrute ses membres*, pour qu'ils exercent en France, au sein de la gendarmerie nationale. Oui, recrute. Car d'un banal programme d'échange d'expériences (et nous n'avons aucune raison de remettre en cause l'expérience des membres d'Azov, recrutés parmi les plus extrémistes des supporters de foot et autres groupuscules), la Gendarmerie nationale est passée au stade supérieur et [embauche](#) des Ukrainiens francophones.

La Gendarmerie nationale est un corps constitué pour défendre la France et les Français. Un lien particulier doit unir celui, qui porte une arme et possède des pouvoirs de contrainte, à ceux qu'il doit *protéger*. Ce lien est avant tout une garantie contre l'excès. Or justement, ce

lien se rompt de plus en plus. Subjectivement, par l'imposition d'une ligne manageriale, froide, déshumanisée, qui se cache sous une pseudo-objectivité. Mais ce lien est également rompu par le mouvement d'une dénationalisation des forces de gendarmerie. Que cela soit réalisé par un recrutement élargi, ou par une implantation supra-nationale de ces structures éminemment étatiques, comme cela est le cas avec la [Force de gendarmerie européenne](#).

Créée en 2004 à l'initiative de la France, la Force de gendarmerie européenne (FGE) est un outil unique de gestion des crises extérieures. Elle réunit sept pays membres (France, Italie, Espagne, Portugal, Pays-Bas, Roumanie et Pologne), ainsi que des partenaires (Lituanie) et des observateurs (Turquie, Moldavie et Ukraine).

Son objectif : intervenir rapidement dans des zones de crise pour soutenir la sécurité et restaurer l'ordre, notamment dans des États fragilisés. Elle agit sous l'égide d'organisations internationales, comme l'Union européenne, l'ONU ou l'OTAN.

En décembre 2024, nous apprenons que l'Ukraine, pays en guerre et dont l'étatité a été détruite, devient un pays observateur. Que reste-t-il de l'objectivité ? Que reste-t-il de l'étatité? Quel rôle destructeur *in fine* est attribué à la Gendarmerie nationale ?

Pour cela, il suffit de voir la manière dont la parodie d'enquête a été réalisée à Boutcha. Rappelons, que la Russie a été accusée par l'Ukraine, et donc par la communauté internationale, d'avoir commis des crimes contre les civils à Boutchï après le retrait volontaire des troupes russes. Une enquête à charge a donc été ouverte afin de le prouver et nos « spécialistes » y ont débarqué en grande pompe. Depuis, silence total. Si l'accusation portée contre la Russie est retombée, il y avait bien des victimes civiles, portant le ruban blanc au bras, de ceux qui accueillaient les Russes, des familles avec des paquets-repas de l'armée russe. Qui les a tué ? Si ce n'est pas la Russie, ce sont les forces atlantico-ukrainiennes. Nos braves gendarmes et autres spécialistes détournent pudiquement les yeux. Viendra le moment de la vérité. Et beaucoup de questions seront alors posées aux représentants des organes étatiques, qui ont utilisé la France pour la trahir.

En attendant, nous comprenons beaucoup mieux les racines du discours insistant du directeur général de la Gendarmerie nationale, qui soutient la volonté de confrontation des élites atlantistes contre la Russie. Même si cela n'a rien à voir avec l'intérêt de la France. Même si cela ne consiste pas en une défense de la France contre un danger, mais à l'inverse en une mise en danger de la France.

Karine Bechet-Golovko

La source originale de cet article est [Russie politics](#)
Copyright © [Karine Bechet-Golovko](#), [Russie politics](#), 2025

Articles Par : [Karine Bechet-Golovko](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca